

✪ LE MARBRÉ A ÉTÉ EXPULSÉ ! ✪

Samedi 27 février, le Marbré a été encerclé et envahi par une centaine de keufs aux alentours de 14h. Le Marbré, c'est un lieu d'habitation et d'organisation politique, situé au 39 rue des Deux Communes, à Montreuil. Il est squatté depuis septembre 2020.

Ce jour-là, une cantine y était organisée par l'assemblée publique contre les Centres de Rétention Administrative (CRA) d'Ile-de-France, dans le but de soutenir les personnes incarcérées à Meaux suite à l'incendie du CRA du Mesnil-Amelot le 20 janvier dernier.

Tout se passait bien jusqu'au moment où, vers 14h, une première voiture de flics s'est arrêtée devant l'entrée. Plusieurs personnes sont alors rentrées dans le lieu et les portes ont été fermées ; très rapidement, les flics ont appelé des renforts et plus d'une centaine de flics du 93 et du 94 ont encerclé le lieu. Quelques dizaines de personnes sont rapidement arrivées en soutien, mais ont été repoussées assez facilement sous la menace de gazeuses, matraques et flashballs. A ce moment-là, une personne a été arrêtée rue Jean-Jacques Rousseau et embarquée pour "outrage et rébellion".

A l'intérieur, le lieu a été barricadé et une quarantaine de personnes sont restées enfermées pendant plus de deux heures. De l'extérieur, les flics menaçaient d'entrer par la force, bien qu'il s'agissait d'un domicile. Vers 15h, une quinzaine de keufs de la CSI ont défoncé la porte au bélier et sont entrés casqués, armés, laser pointé sur nous, avec un chien, et en nous demandant de lever les mains en l'air. Face à notre refus de désigner un interlocuteur, ils ont ciblé un camarade au hasard en affirmant que si personne ne se désignait, ce serait lui qui serait l'interlocuteur et considéré comme organisateur de l'évènement. Plusieurs personnes ont indiqué qu'ils n'avaient pas le droit d'entrer par effraction, qu'une procédure était en cours et que c'était un domicile ; ce à quoi les keufs ont répondu que seules les personnes présentant un justificatif de domicile pourraient rester dans le lieu, les autres devraient sortir après un contrôle d'identité. Le chef des keufs a mis fin à toute discussion en indiquant que "*de toute façon aujourd'hui tout le monde est soit un enfant soit une victime*", et que si on refusait de sortir ils allaient "*nous sortir un à un à 4 flics par personne*", et qu'après "*il ne faudrait pas venir pleurnicher s'il y avait quelques bleus*".

Ils ont ensuite relevé l'identité de tout le monde un.e par un.e, avec des fouilles approfondies et palpations. Pendant ce temps, des keufs en civil (ou pas) prenaient des photos du lieu et d'autres sont montés à l'étage dans l'habitation. Des identités ont été données oralement, toutes n'ont pas pu être vérifiées... Plusieurs personnes ont été verbalisées ; si vous recevez une amende, écrivez à anticra@riseup.net pour qu'on s'organise ensemble pour les contester ! Certaines personnes ont été identifiées après avoir refusé de décliner leur identité et que les keufs les ont photographié et comparé leurs photos via un système de reconnaissance faciale. Deux personnes parmi celles qui étaient à l'intérieur initialement ont été placées en garde à vue, force à elles !

Toutes les personnes sont sorties au compte goutte et ont rejoint les personnes présentes en soutien. Ensuite, l'entrée côté habitation a été murée en présence du proprio et sous protection policière, et malgré une procédure d'expulsion à peine entamée puisque le procès du Marbré a été reporté au 1er avril. Quelques affaires ont pu être récupérées à force d'insister, mais ce soir une dizaine de personnes sont à la rue, la majorité de leurs affaires et la vie collective du lieu se retrouvent murées derrière des parpaings gris.

Quand les flics sont arrivés, ils ont annoncé vouloir arrêter une "*fête illégale*" et verbaliser pour "*mise en danger de la vie d'autrui*". En réalité, ils ont profité du renforcement de leur pouvoir acquis avec les mesures sanitaires pour expulser un des rares squats qui proposaient des activités publiques et politiques en ces temps de contrôle exacerbé sur nos vies. Une fois de plus, l'Etat ne respecte même pas ses propres lois en expulsant un lieu qui n'était pas légalement expulsable. Pour nous, la loi n'importe pas, et on soutiendra toujours les occupations de lieux abandonnés.

Les politiques capitalistes créent toujours plus de logements vides et toujours plus de gens à la rue ; nous, on s'organise pour que ça cesse. Encore plus en ce moment, quand la vie sociale est anéantie et tout espace public sous contrôle, nous avons besoin de lieux autonomes pour vivre et nous organiser.

Aujourd'hui, on a plus la rage qu'hier, et demain ça sera pire encore !

Rendez-vous ce dimanche 28 février, à 13h, à Mairie de Montreuil, en soutien au Marbré et aux gardés à vue, contre toutes les expulsions !

